

LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER DANS LE DÉPARTEMENT SE PORTE BIEN

La tendance positive se confirme en 2019

Pour la 6^e année consécutive, les ventes d'appartements et de maisons ont augmenté dans le Finistère en 2019. Le marché de l'immobilier a atteint des chiffres historiques.

La chambre des notaires du Finistère, présidée par Olivier Gautier, a livré le 16 janvier les chiffres et tendances qui ont marqué le marché de l'immobilier lors de l'année écoulée.

Premier constat : il s'agit d'une année exceptionnelle en termes de volume de ventes : « Nous atteignons une année historique, tant au niveau national que finistérien, sachant que c'est la 6^e année consécutive d'augmentation », se félicite Olivier Gautier. Plus de 13 000 ventes immobilières ont ainsi été réalisées en 2019. C'est presque deux fois plus qu'en 2009 (7 900).

Prix contenus

À l'époque, le marché avait été très impacté par le déclenchement de la crise bancaire et financière de 2008. Une décennie plus tard, le marché finistérien se rapproche des chiffres historiques connus en 2004 et 2005. « Et ce qui est assez remarquable, c'est que malgré une demande et une offre plus importantes, l'augmentation des prix reste modé-

rée », poursuit Olivier Gautier.

Si les ventes de maisons ont augmenté de 10,5 % et les ventes d'appartements de 22,8 % dans le Finistère par rapport à 2018, les prix n'ont augmenté que de +4,6 % pour les appartements et +4,2 % pour les maisons. Pour les appartements neufs, les prix sont même à la baisse : - 3,5 % à Brest et -14 % sur le littoral.

Retour du Pinel à Brest métropole

Les notaires finistériens sont optimistes pour l'avenir avec le retour du dispositif Pinel en 2020 et 2021 à Brest et dans plusieurs communes de l'agglomération brestoise (Plouzané, Guilers, Guipavas et Le Relecq-Kerhuon), pour doper le marché du neuf. Ce dispositif permet une baisse de l'impôt sur le revenu si le propriétaire met son bien en location.

Parallèlement, le dispositif Denormandie octroie une baisse d'impôt sur le revenu à condition de consacrer au moins 25 % du prix total d'une acquisition pour des travaux. Il a pour objectif



Les chiffres 2019 de l'immobilier sont très bons dans le Finistère.

de rénover les quartiers anciens dans les villes. Seules Quimper et Morlaix sont concernées pour l'instant (en attendant Brest ?).

Fortes disparités dans les quartiers

À Brest, le centre reconstruit

est le quartier le plus cher pour ce qui concerne les appartements anciens (1 640 euros le m²) et le secteur Saint-Marc/Guelmeur/Stangalac'h pour les maisons anciennes (200 000 euros en moyenne). À l'inverse, Bellevue est le quartier le moins

cher en achats d'appartements (970 euros le m²), malgré une augmentation de 7 % en 2019, et Kerbonne-Le Landais en achats de maisons (149 000 euros).

Côté quimpérois, c'est le centre-ville qui a la cote (1 490 euros le m² pour les appartements anciens, 171 900 euros les maisons en moyenne), au contraire de Penhars (960 euros le m² pour les appartements an-

ciens, 133 500 euros les maisons en moyenne).

Enfin, pour le prix médian des maisons, Plougastel-Daoulas arrive en tête des communes finistériennes avec 255 000 euros, devant L'Île-Tudy (245 000 euros) et La Forêt-Fouesnant (241 900 euros).

Pierre Le Gall

BREST : LES PRIX ONT BONDI DE 12 %

Début janvier 2020, les groupes SeLoger.com et Les Prix Immobiliers ont dévoilé leur baromètre annuel concernant l'évolution des prix de l'immobilier en 2019.

Parmi les villes de plus de 100 000 habitants ayant connu les plus fortes hausses du prix du mètre carré, Brest arrive en 2^e position (+12 %) derrière Villeurbanne (+12,7 %), situé dans la métropole de Lyon. Un chiffre très au-dessus de l'infla-

tion nationale, tous territoires compris, qui est de 4,5 %.

Seules quatre grandes villes françaises (Villeurbanne, Brest, Angers et Rennes) ont vu le prix de l'immobilier grimper de plus de 10 %. Le prix au m² s'établit désormais à 2 014 euros dans la cité du Ponant. Cela reste toutefois loin d'autres grandes villes de l'Ouest comme Nantes (3 706 euros/m²), Rennes (3 634 euros/m²) voire Angers (2 346 euros/m²). Sans parler de Paris (10 403 euros/m²).

QUIMPER : L'HÔPITAL EN MAUVAISE SANTÉ

Le déficit atteint 10 millions d'euros

Le déficit du Centre hospitalier de Quimper a doublé en un an. La présentation des vœux était donc empreinte d'inquiétude, le 16 janvier.

La cérémonie des vœux s'est avérée un exercice particulièrement délicat, le 16 janvier, au Centre hospitalier de Cornouaille Quimper-Concarneau. Le contexte est en effet très tendu avec des manifestations récurrentes des personnels hospitaliers et l'annonce d'un déficit de 10 millions d'euros. Jean-Pierre Heurtel, le directeur de l'établissement, invite à prendre du recul sur ce chiffre : « Ce n'est pas la fin. Ce déficit est gérable. L'Agence régionale de santé nous soutient. Elle nous a alloué une aide de 1,3 million d'euros qui va contribuer à baisser ce déficit. »

Le déficit s'établissait à 5 millions d'euros en 2018 pour un budget de près de 300 millions d'euros. Comment expliquer cette dégradation des finances de l'hôpital public ? Réponse du directeur en poste depuis un an : « On a été un peu trop ambitieux ces deux dernières années en diminuant le nombre de lits (30 lits supprimés, NDLR) avec le projet de développer l'ambulatoire. On

pensait alors que la croissance de l'ambulatoire compenserait la baisse des lits. Cela ne s'est pas réalisé : les recettes ont baissé et les dépenses ont augmenté. »

Karine Goanec, secrétaire de la CGT au Chic, ne s'explique pas un tel déficit. Elle avance d'autres explications : « Le recrutement de 28 médecins, des créations de postes hors personnels médicaux et hors grille salariale, le retard de recettes dû à un nouveau logiciel... Il y a aussi sans doute des informations dont nous n'avons pas connaissance. Le dialogue est très limité avec la direction. »

Quelles solutions ?

Jean-Pierre Heurtel s'est bien gardé d'annoncer un « projet pharaonique » pour diminuer ce déficit. Il ne s'est engagé ni sur un plan chiffré de réduction des dépenses ni sur un plan de hausse des recettes.

En revanche, la direction a commencé à faire le tour des services afin de dresser un diagnostic. Ces échanges donneront lieu à une feuille de route. Le directeur veut « rendre les dispositifs existants plus efficaces. Il faut sensibiliser les différents services aux aspects médico-économiques (appli-



Karine Goanec, secrétaire de la CGT (à gauche), s'interroge sur l'origine du déficit de 10 millions d'euros.

quer les bonnes tarifications notamment, NDLR) ; optimiser les équipements. Par exemple, il y a des pics d'activité à certaines périodes au bloc opératoire et moins d'activité à d'autres moments. »

La gestion des flux de patients sera aussi une priorité dans les mois à venir. Notamment ceux qui viennent des urgences, d'après Jean-Pierre Heurtel : « Un patient sur deux vient des urgences. Chaque jour, 30 patients venant des urgences doivent être hospitalisés. Or il y a souvent un embouteillage faute de lits disponibles aux

étages. Il n'est pas évident de trouver le bon équilibre entre les lits pour les patients des urgences et ceux pour les hospitalisations programmées. »

Ouverture de 10 lits

La direction a annoncé l'ouverture prochaine de 10 lits supplémentaires. Le directeur soulève une autre réalité qui contribue au manque de lits : « 70 patients, souvent des personnes âgées, restent à l'hôpital faute de places en établissements de soins de suite et de réadaptation. »

Adèle Le Berre

ILS ONT MANIFESTÉ LE 21 JANVIER

Les manipulateurs radio dans la rue à Quimper



Le 21 janvier, les manifestants ont pique-niqué sur la place Saint-Corentin.

Une cinquantaine de manipulateurs d'électroradiologie médicale des hôpitaux de Quimper, Brest, Carhaix et Douarnenez ont manifesté le 21 janvier à Quimper. Ces professionnels de santé répondaient à un appel des syndicats Sud et de la CGT. Leur première mobilisation remonte à novembre dernier.

Les manipulateurs radio veulent avant tout que leur métier soit connu et reconnu. Une manifestante résumait avec humour la situation : « Les femmes manip' sont considérées comme des infirmières. Et les hommes comme des radiologues ou des médecins. »

Diplômés d'un bac + 3, ils ont des tâches très variées : réaliser des examens à visée diagnos-

tique (radios, scanner, IRM, scintigraphie, TEP scan, mammographie, image au bloc opératoire et électrophysiologie) mais aussi poser des perfusions, manipuler des produits radioactifs. « Nous avons un boulot de soignant et de technicien », résume une manifestante.

Autre motif de mécontentement : le montant des salaires. Les manipulateurs radio commencent leur carrière à 1345 euros nets et ne bénéficient pas des mêmes primes que les autres professionnels de santé. C'est pourquoi, ils réclament notamment une hausse des salaires de 300 euros par mois et un accès aux mêmes primes que les autres soignants.

A.L.B.